

**Convention collective**

**EXPLOITATIONS AGRICOLES,  
POLYCULTURE, ÉLEVAGE  
ET ENTREPRISES DE TRAVAUX  
AGRICOLAS ET RURAUX  
(SOMME)**

**(16 juin 1982)**

(Etendue par arrêté du 2 mars 1983,  
*Journal officiel* du 27 mars 1983)

**AVENANT N° 51 DU 17 NOVEMBRE 2004 (1)**

NOR : AGRS0597035M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Somme ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires de Picardie,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CGT-FO ;

L'union départementale des syndicats CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'article 54, paragraphe B, de la convention collective ci-après définies, un régime de prévoyance obligatoire qui assure les prestations suivantes.

Un nouvel article 54, paragraphe B, est institué et ainsi rédigé :

**« B. – PRÉVOYANCE**

Il est institué, au profit des salariés non cadres remplissant les conditions ci-après définies, un régime de prévoyance obligatoire qui assure les prestations suivantes :

- des indemnités journalières complémentaires à celles versées par le régime de base de la mutualité sociale agricole, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou d'accident ;

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

- une pension d'invalidité ou d'incapacité permanente, en cas d'invalidité ou d'incapacité permanente professionnelle au moins des 2/3, reconnues par le régime de base de la mutualité sociale agricole ;
- le versement d'un capital décès, d'une rente éducation, d'une indemnité frais d'obsèques.

### I. – *Garantie incapacité de travail*

En cas d'arrêt de travail pour accident du travail, accident de trajet, maladie professionnelle, les salariés remplissant les conditions requises pour bénéficier des indemnités journalières légales perçoivent des indemnités journalières complémentaires.

Le versement d'indemnités journalières complémentaires, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident de la vie privée, est soumis à une double condition d'ancienneté du salarié correspondant à 2 mois d'ancienneté dans l'entreprise et 6 mois dans la profession à la date de l'arrêt de travail.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées à compter :

- du 1<sup>er</sup> jour d'arrêt du travail, en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle ;
- du 8<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée,

de sorte que l'indemnisation globale perçue par le salarié (indemnisation MSA comprise) soit égale à 90 % du salaire brut du salarié, et ce, tant que dure le versement des indemnités journalières légales.

En tout état de cause, le montant de la prestation, cumulée à celle du régime de base de la mutualité sociale agricole, ne doit pas conduire l'intéressé à percevoir plus que son salaire net de période d'activité.

Le salaire pris en compte pour le calcul de ces indemnités journalières complémentaires est celui qui est retenu pour le calcul des indemnités journalières légales.

En cas de rupture du contrat de travail, intervenant avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières complémentaires continuent à être versées.

Les indemnités journalières complémentaires en cours de service à la date d'entrée en vigueur du régime ou résultant d'un arrêt de travail antérieur à cette même date continuent à être supportées par l'organisme antérieurement désigné. En revanche, les revalorisations postérieures à cette même date d'entrée en vigueur sont prises en charge par l'organisme gestionnaire désigné au IV.

Les revalorisation de ces prestations sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

Le paiement des charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires est effectué par l'organisme assureur désigné. Les indemnités journalières sont donc versées nettes de charges sociales, de CSG et de CRDS.

## II. – Garantie invalidité

Les salariés bénéficient, en cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3, reconnue par le régime de base de sécurité sociale ou en cas d'attribution d'une rente accident du travail pour une incapacité permanente professionnelle (IPP) au moins égale aux 2/3, du versement d'une pension d'invalidité complémentaire aux prestations versées par le régime de la mutualité sociale agricole.

Cette rente est égale à 30 % du salaire brut du salarié.

Le salaire brut pris en compte correspond au 12<sup>e</sup> des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'attribution de la rente. Le salaire est reconstitué sur 12 mois si le salarié n'a pas travaillé sur la totalité des 12 mois civils précédant la date de l'attribution de la rente.

Les pensions d'invalidité en cours de service à la date d'entrée en vigueur du régime ou résultant d'un arrêt de travail antérieur à cette même date continuent à être supportées par l'organisme antérieurement désigné. En revanche, les revalorisations postérieures à cette même date d'entrée en vigueur sont prises en charge par l'organisme gestionnaire désigné au IV.

Les revalorisations de cette prestation sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

## III. – Garantie décès

Le risque décès est couvert par la garantie décès standard Agri-Prévoyance qui comprend le versement d'un capital décès, de rentes éducation et d'une indemnité frais d'obsèques.

### A. – Capital décès

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé à la demande du ou des bénéficiaires.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps à moins que le salarié ait fixé et notifié à Agri-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- aux héritiers.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès.

En cas d'invalidité permanente et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la mutualité sociale agricole (3<sup>e</sup> catégorie), lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée.

## B. – Rente éducation

En cas de décès du salarié justifiant de 12 mois continus ou non d'affiliation à la garantie décès, chaque enfant à sa charge au moment du décès perçoit une rente annuelle d'éducation égale :

- à 50 points s'il a moins de 11 ans ;
- à 75 points s'il a au moins 11 ans et moins de 18 ans ;
- à 100 points s'il a au moins 18 ans et moins de 26 ans.

Pour les orphelins de plus de 18 ans, le droit à la rente est soumis à la justification de la poursuite de la scolarité.

La valeur du point est égale à celle du point Agri-Prévoyance revalorisée chaque année au 1<sup>er</sup> septembre.

## C. – Indemnité frais d'obsèques

En cas de décès de son conjoint non séparé de corps, de son concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ou d'un enfant à charge, le salarié perçoit, sur sa demande déposée dans les 6 mois suivant le décès et à la condition qu'il ait lui-même réglé les frais d'obsèques, une indemnité frais d'obsèques d'un montant égal au plafond mensuel de sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

## D. – Risques exclus

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois couvert.

## E. – Maintien de la garantie décès

En cas de non-renouvellement ou de résiliation de l'accord, la garantie décès est maintenue aux salariés en cours d'indemnisation au titre des garanties incapacité de travail ou d'invalidité.

Par ailleurs, les partenaires sociaux conviennent que le nouvel organisme assureur assure le maintien de la garantie décès aux salariés en cours d'indemnisation au titre des garanties incapacité et invalidité prévues antérieurement au régime mis en place par le présent avenant.

L'ancien organisme assureur transférera au nouvel organisme assureur les provisions déjà constituées pour ce risque.

Afin de finir de constituer le provisionnement, ce dernier appellera pendant 2 ans une cotisation supplémentaire.

## IV. – *Dispositions communes*

### A. – Cotisations

Les garanties sont financées par une cotisation fixée à 1,92 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés relevant de la convention collective précitée, réparties comme suit :

- part patronale : 2/3 ;
- part salariale : 1/3.

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité temporaire .....	0,94 %	0,39 %	0,55 %
Incapacité permanente .....	0,44 %	0,39 %	0,05 %
Décès .....	0,40 %	0,36 %	0,04 %
Assurances charges patronales .....	0,14 %	0,14 %	0,00 %
Total .....	1,92 %	1,28 %	0,64 %

Les cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 ainsi que les cotisations pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle sont à la charge exclusive de l'employeur.

Enfin, comme le prévoit le dernier alinéa du E du III, une cotisation supplémentaire sera appelée temporairement afin d'achever le provisionnement de l'obligation de maintien de la garantie décès aux incapables et invalides en cours d'indemnisation au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Sur les exercices 2005 et 2006, une cotisation de 0,14 % des rémunérations brutes sera appelée répartie pour 2/3 part employeur et 1/3 par salarié.

Le montant de la cotisation supplémentaire pourra être revu pour l'exercice 2006 afin de s'ajuster au montant réel restant à provisionner au 31 décembre 2004.

Cette cotisation supplémentaire est prise en charge à hauteur de 0,10 % par l'employeur et 0,04 % par le salarié.

#### B. – Organisme assureur

Agri-Prévoyance, institution de prévoyance sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, est désignée comme organisme gestionnaire du régime de prévoyance.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à Agri-Prévoyance pour leur personnel, à l'exception du personnel d'encadrement tel que défini par la convention du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d'exploitations agricoles.

#### C. – Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires de la présente convention, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

#### D. – Durée. – Dénonciation

Le présent régime de prévoyance, adopté pour 1 an, est renouvelable chaque année par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse de l'une des deux parties, 2 mois au moins avant la date anniversaire de sa date d'entrée en vigueur.

En cas de dénonciation de la convention collective ou du présent avenant, de changement d'organisme assureur, les prestations de prévoyance périodique d'indemnités journalières, de rentes d'invalidité ainsi que la rente éducation de la garantie décès en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation. Les garanties décès sont également maintenues pour les assurés en cours de service de rente invalidité ou d'incapacité permanente professionnelle. »

#### **Article 2**

Le présent régime entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

#### **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Il sera déposé en 5 exemplaires au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Somme.

Fait à Amiens, le 17 novembre 2004.

(Suivent les signatures.)